

Elon Musk en orbite pour affaiblir le Vieux Continent

DÉMOCRATIE L'homme le plus riche du monde utilise son réseau social pour promouvoir l'extrême droite européenne. Accusé d'ingérence, il porte avant tout un projet de renforcement de la position dominante des États-Unis, au détriment de l'Europe.



Le milliardaire quitte l'usine géante Tesla dans le Brandenburg, le 13 mars 2024.
GOLLNOW SEBASTIAN/DPA/AGACA

À sa manière, Elon Musk est un troll du monde réel. Un être malveillant, générateur de polémiques, qui vise à rompre l'équilibre existant dans une communauté donnée. Le milliardaire possède à cet égard un porte-voix sans commune mesure : X (ex-Twitter). Un outil prisé des élites jusqu'à son rachat par le propriétaire de Tesla et SpaceX en 2022 sous couvert de protéger la liberté d'expression. Aujourd'hui, il en use et abuse pour promouvoir un modèle autoritaire et servir les mandataires de l'extrême droite mondiale. Après avoir largement financé la campagne de Donald Trump, c'est désormais vers le Vieux Continent qu'il se tourne et multiplie les ingérences dans les débats nationaux. À la

veille des législatives allemandes, l'homme le plus riche du monde entend ainsi organiser une discussion sur son réseau social avec la dirigeante de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), Alice Weidel, ce 10 janvier.

Le mois dernier, il considérait que seule la formation d'extrême droite était en mesure de « sauver l'Allemagne ». Il récidivait il y a peu dans l'édition dominicale du journal *Die Welt* qui lui offrait une tribune sans pareille. Il y estimait que le pays, au bord de l'effondrement économique, devait procéder à des « changements audacieux » tant sur les plans migratoires que de la dérégulation des marchés. Le tout à grand renfort d'arguments spécieux : « Présenter l'AfD comme un parti d'extrême droite est manifestement faux, si l'on considère qu' Alice Weidel, la dirigeante du parti, a un partenaire de même sexe originaire du Sri Lanka ! Cela

vous fait penser à Hitler ? Allons donc ! » Après l'attentat meurtrier qui a frappé le marché de Noël de Magdebourg, il a également appelé le chancelier social-démocrate, Olaf Scholz, à la démission et traité le président, Frank-Walter Steinmeier, de « tyran ». Dans ses vœux du Nouvel An, Olaf Scholz avait à cet égard rappelé quelques principes : « Ce qui se passera en Allemagne sera décidé par vous, les citoyens, et non par les propriétaires des médias sociaux. »

Elon Musk, partisan d'un capitalisme débridé, n'entend pas seulement servir ses propres intérêts économiques. Certes, l'élection des farouches opposants aux systèmes de protection sociale lui permettrait de lever les obstacles aux affaires dans les pays où il intervient. Mais c'est avant tout sur une Europe affaiblie et désunie que mise le milliardaire. Une stratégie qui arrive au pire ■■■

moment : en voie de désindustrialisation, le continent subit une perte de productivité et a peu de raisons de se refuser aux investissements d'Elon Musk. En clair, l'affaiblissement de l'Europe a pour corollaire le renforcement de la position dominante de États-Unis. Et, en la matière, il n'y a guère que Giorgia Meloni, qui a récemment autorisé les entreprises spatiales étrangères à opérer dans le pays, pour considérer que le grand patron ne représente pas une menace pour les intérêts européens.

LE CONTRECOURP DE LA DÉPENDANCE AUX GAFAM

L'affaire est également révélatrice de l'absence totale de souveraineté numérique européenne. Le continent subit ainsi le contrecoup de sa dépendance aux Gafam états-unis, que l'ancien commissaire au Marché intérieur Thierry Breton avait tenté de réguler via le règlement européen sur les services numériques (DSA), le règlement sur les infrastructures réseau (DNA), mais aussi les enquêtes visant X, Meta (Facebook, Instagram) et TikTok,

« Musk doit être considéré comme le représentant du président américain. »

MARIETJE SCHAAKE, EURODÉPUTÉE

pour la diffusion présumée de « fausses informations » et de « discours de haine ». Un dossier qui avait – déjà – donné lieu à une passe d'armes avec Musk. L'eurodéputée verte allemande Alexandra Geese exhorte à l'action : « *Elon Musk qui discute avec Alice Weidel, leader de l'AfD, sur X est couvert par la liberté d'expression. Sa manipulation algorithmique, (qui) inonde intentionnellement les fils d'actualité allemands de X avec de la propagande d'extrême droite et noie les contenus progressistes, ne l'est pas* ».

Pressée de toutes parts, la Commission européenne a assuré via son porte-parole, Thomas Regnier, qu'elle étudierait dans quelle mesure les agissements d'Elon Musk engendraient des « *risques pour les processus électoraux* ». La Commission, les régulateurs allemands et X devraient ainsi se rencontrer le 24 janvier. L'affaire est d'autant plus délicate qu'à compter du 20 janvier le milliardaire intégrera pleinement l'administration américaine en tant que chef du département de l'Efficacité gouvernementale. Elon « *Musk doit être considéré comme le représentant du président américain lorsqu'il parle contre les dirigeants de nations européennes clés, des alliés jusqu'à présent* », relève l'ex-eurodéputée libérale néerlandaise Marietje Schaake. Reste à savoir si les saillies du grand patron constitueront un avant-goût des mesures agressives que prendra Donald Trump lors de son mandat. ■

LINA SANKARI

ROYAUME-UNI AVEC FARAGE, DIVORCE À L'ANGLO-SAXONNE

Le divorce entre Elon Musk et Nigel Farage, le chef du parti britannique d'extrême droite Reform UK, est consommé. Ils s'étaient rencontrés mi-décembre dans la résidence de Donald Trump à Mar-a-Lago, en Floride. La lune de miel avait pourtant bien démarré, le milliardaire américain promettant une dot conséquente à la figure emblématique du Brexit. Enfin, les négociations étaient en bonne voie. Patatras, tout s'est écroulé. « *Le parti Reform a besoin d'un nouveau chef. Farage ne fait pas l'affaire* », a écrit Musk sur son réseau social X. Ces derniers jours, il avait réclamé la libération de l'activiste d'extrême droite Tommy Robinson. Ce qui n'a pas été du goût de Farage, qui l'a fait savoir. « *Je continue à penser que Tommy Robinson n'est pas bien pour Reform et je ne renonce jamais à mes principes* » Reform UK a rassemblé quelque 14 % des voix et fait son entrée au Parlement en emportant cinq sièges lors des dernières élections.



Les 12 000 salariés du site font plus de 40 heures contre 35 dans le reste du secteur. AMAZING AERIAL AGENCY/ABACA

L'ultracapitalisme en marche à la gigafactory Tesla de Berlin

Au-delà de son soutien affiché à l'extrême droite, Elon Musk met déjà en pratique dans son usine allemande un modèle de société. Le capital s'exonère des règlements salariaux, sociaux et environnementaux les plus élémentaires.

« **L'**AfD constitue la seule étincelle qui puisse sauver l'Allemagne », proclame Elon Musk dans la tribune qui lui a été accordée par le quotidien *Die Welt* le 28 décembre. Cet appui explicite à l'extrême droite alors que le pays est en pleine campagne électorale a soulevé, à juste titre, un tollé. Il est d'autant plus préoccupant que l'empreinte de l'oligarchie états-unienne, et futur pilier du gouvernement Donald Trump, sur la société allemande va déjà bien au-delà de ses messages de propagande électorale en faveur de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Près de Berlin, sa gigafactory Tesla, où sont employés quelque 12 000 salariés, constitue un laboratoire grandeur nature d'une transformation radicale du cadre économique et social préexistant. La mise en place très concrète d'un « *capitalisme pur mêlant l'autoritarisme du XIX^e siècle au high-tech du XXI^e y est couramment pratiquée* », explique Wolfgang Stein, syndicaliste d'IG Metall dans le Land du Brandebourg. Soit une évacuation systématique de toutes les règles conquises de haute lutte par les métallurgistes,

comme le droit de se syndiquer ou de conclure des accords salariaux (équivalent des conventions collectives). Chez Tesla Berlin on travaille ainsi plus de 40 heures – et non 35 comme dans le reste du secteur – pour une rémunération au moins 25 % inférieure.

« SANS ENTRAVER »

« *Nous sommes au-delà du néolibéralisme, dans une nouvelle phase qui vise une transformation autoritaire sans entrave ni contre-pouvoir* », relève Sebastian Walter, dirigeant local de Die Linke, coauteur avec plusieurs associations d'un « *livre noir de Tesla* ». Document terrible qui répertorie les mesures à la hache qu'a pu s'accorder, sans aucune objection officielle, la direction du groupe. « *Tout est passé à Elon Musk par les pouvoirs publics, que ce soit à l'échelle des autorités du Land ou du gouvernement à Berlin* », souligne Sebastian Walter.

L'ambiance est devenue lourde dans l'entreprise, sur fond d'accidents du travail souvent graves qui se multiplient. « *Je travaille à la gigafactory depuis le lancement de la production en 2022 et je suis déjà épuisé moralement et physiquement* », nous avait confié un jeune

technicien, rencontré l'été dernier aux abords du site (lire *l'Humanité magazine* du 23 août 2024).

La collusion d'Elon Musk avec l'AfD ne doit rien au hasard. L'extrême droite allemande est imprégnée des thèses, si « *ultra-libérales compatibles* », de l'économiste Friedrich von Hayek. Et sa chef de file, Alice Weidel, n'est rien moins qu'une ex-représentante outre-Rhin de Goldman Sachs, fleuron de Wall Street.

Plus grave, à l'heure où l'Allemagne est frappée par une crise économique qui ne cesse de s'étendre, le modèle de société que s'efforce de promouvoir l'oligarchie états-unienne est loin de ne provoquer que des haut-le-cœur. Une bonne partie du patronat, qui s'insurge contre des règlements sociaux et écologiques qui torpillaient « *la compétitivité des entreprises* », louche de façon de plus en plus ostensible sur un modèle qu'il faudrait se résoudre à appliquer. Comme si une nouvelle ère de dérégulations de grande ampleur, après celles instaurées par l'ex-chancelier SPD (Parti social-démocrate) Gerhard Schröder au début du siècle, était devenue la seule issue. ■

BRUNO ODENT